

Scenarii limites pour l'Île de France par Guy Burgel, géographe.

Un mot, pour commencer, sur le clin d'œil de Pierre Mansat à propos de l'alter mondialisation. Lorsque nous avons proposé ce terme, j'ignorais qu'un sociologue de Lausanne, Michel Bassan, avait lui aussi parlé d'alter métropolisation. Les beaux esprits se rencontrent... A la différence que lui j'estime que la métropolisation peut, comme en Suisse, ne pas être fondée sur une seule grande ville, mais sur un semis de villes petites et moyennes. Dont acte. J'aime que l'on rende à César ce qui appartient à Michel Bassan...

Je vais à présent compléter les propos de Laurent Davezies par des scénarii plus provocateurs, plus caricaturaux et, si j'ose dire, plus impossibles.

La caricature, d'abord. Deux faits se dégagent de la première séance. L'un chiffré, l'autre qualitatif. L'Ile-de-France compte 5 millions d'emplois. Nos amis de l'INSEE ont calculé que 800 000 sont des emplois métropolitains. Donc 16 % des emplois. Enorme, si l'on compare à Lyon qui en compte environ 8 %.

Quel est le problème ? Il y en a deux... Sur 5 millions d'emplois, environ 4,2 millions sont des emplois banals. Ils forment la grande masse de l'emploi et pour tout dire, des chômeurs potentiels. Ces emplois banals sont donc aussi massifs que peu dynamiques. Et les emplois métropolitains de leur cote ne tirent vers le haut, ni l'emploi global, ni la démographie, ni le solde migratoire de la région Ile-de-France.

Cet alourdissement est finalement aussi pesant dans sa masse, dans sa qualité et dans sa productivité, qu'insuffisant dans son processus dynamique. Et la structure interne des 800 000 emplois métropolitains n'est pas non plus rassurante : beaucoup de services aux entreprises et relativement dans le domaine de la recherche privée ou publique. Ce n'est pas bon, au regard de ce que devrait être l'emploi métropolitain idéal, fort en masse et fort en dynamisme.

Autre présentation caricaturale. Quelle est la plus grande inégalité ? C'est l'accès, ou plutôt l'accessibilité à l'emploi. Le soir, vous avez bien 800 films à une demi-heure de chez vous, ce qui est agréable. Mais dans la journée, combien d'emplois correspondant à votre niveau de qualification sont à votre portée ?

Ce n'est pas bon. Pourquoi ? D'abord, parce qu'il vaut mieux être riche que pauvre. Pas seulement parce que c'est bien d'être riche. Mais parce que les riches sont au centre. Au centre géographique, donc au centre social et politique du dispositif. Ils ont accès aux moyens de transports centraux, à pied,

en voiture, à cheval... Ils ont accès aux emplois correspondant à leurs qualifications, lesquels, in fine, leur offre le meilleur revenu matériel et culturel.

A l'inverse, plus vous êtes pauvre, moins vous êtes bien placés. Vous êtes dans un coin du dispositif et votre accessibilité à l'emploi est réduite. Et si ce n'était que cela... Mais la tendance se détériore. L'accessibilité affiche une propension à s'affaiblir.

Les riches, inconsciemment évidemment - je suis réducteur en disant les riches - tendent à se concentrer sur le dispositif central, c'est à dire Paris. La population du 18ème arrondissement, du 19ème et du 20ème augmente incontestablement depuis la dernière décennie, ce qui ne s'était jamais vu. C'est cela, l'embourgeoisement, la « boboïsation », laquelle touche aussi les communes limitrophes de Paris. Faisant cela, ils renchérissent les valeurs foncières et immobilières des zones centrales, ce qui n'est pas propre à réduire l'exclusion des moins bien nantis.

Comment ont-ils réagi, ces moins bien nantis ? En se motorisant. Pour être très provocateur, ce sont les pauvres qui nous empêchent de circuler, nous, les riches, qui avons traditionnellement des voitures. Eux-mêmes s'auto-bloquent. Ils bloquent tout le système métropolitain d'accessibilité et l'avantage qu'ils acquièrent en se motorisant.

Pour résumer, nous discernons à travers cette présentation volontairement très réductrice et provocatrice, des effets tendanciels négatifs. A partir desquels il est possible de bâtir des scénarii immoraux et un scénario plus moral.

Les immoraux, d'abord. Jouons le jeu de l'hyper valorisation, de l'hyper métropolisation. Augmentons la productivité des 800 000 emplois métropolitains, augmentons la croissance avant le développement. Imaginons que, via la solidarité sociale, ils financeraient les quatre millions deux cent mille personnes les plus pauvres, celles qui n'auront plus d'emploi ou une accessibilité à l'emploi extrêmement réduite.

Evidemment, cela suppose que ce modèle social soit accepté et qu'il ne soit pas vu comme politiquement déséquilibrant. Que 800 000 mille riches fassent l'aumône à quatre millions deux cent mille pauvres ne pourrait fonctionner économiquement que si les riches produisent beaucoup et sont suffisamment généreux pour donner. Ce n'est pas un modèle très équilibrant civilement, ni politiquement. Mais il est tendanciellement possible.

Un autre scénario tendanciellement possible revient à penser que l'un des atouts de la région métropolitaine d'Ile-de-France - celui, justement, d'être une agglomération dense - ne serait finalement pas un atout.

Après tout, qui dit densité dit renchérissement des valeurs centrales pour les ménages et pour les entreprises. Cela peut donc être un handicap pour la création d'entreprise, y compris celles d'emplois banals. Idem pour la résidence des moins bien lotis, idem pour la mobilité... Et là, le scénario territorial de l'impossible est de se dire : « C'est une erreur de poursuivre sur cette spécificité francilienne qu'est l'agglomération dense. Eparpillons, ayons le courage de faire du Los Angeles... »

Pour résumer tout cela, les tendances ne sont pas favorables. Car l'essentiel n'est pas d'être riche, mais de s'enrichir. Le problème n'est pas d'être pauvre mais de le rester, voire de s'appauvrir.

Alors quels sont les leviers ? Ils sont à mon avis de deux ordres. Publics, d'abord, au sens très large du terme, au sens de l'action publique, des collectivités territoriales et de l'Etat.

Comment faire pour que les spécificités de cette région métropolitaine se transforment en véritables atouts ? Nous avons d'abord un problème fondamental de trame de transports collectifs dans l'agglomération dense. Nous ne disposons pas de trame en dehors de Paris. Passé le périphérique, le dispositif de transport est radial. Cela nous empêche de jouer sur la tendance spatiale. Ce patrimoine pourrait être un atout, sauf que nous le jouons à contre-courant. C'est ce qu'expliquait Laurent à propos de l'inversion des mouvements pendulaires, qui ne se font plus de la périphérie vers le centre, mais de la périphérie vers la périphérie.

Nous avons donc là un levier de première importance. Même si l'investissement est très lourd et qu'il mettra deux, voir trois décennies à se concrétiser : je rappellerai que des métropoles moins imposantes que les nôtres, telle que Stuttgart, dans le Bade-Wurtemberg, ont fait, depuis dix ans, des investissements colossaux pour détourner leurs flux de transports et les adapter à une métropole éclatée.

De façon plus inventive, il y a également tous les leviers qui ne sont pas publics, et à propos desquels nous souhaiterions que la spontanéité des acteurs s'exprime. Nous avons parlé de jeux de mécanismes entre acteurs, au sens très mécanique du terme, c'est-à-dire des interstices.

Je terminerai par deux choses. Un exemple, d'abord, que nous a donné Vincent Renard. Il expliquait qu'il a rencontré des petites entreprises non métropolitaines, des entreprises un peu banales, sises dans des coins « de nulle part ». Dans du foncier indécis, dans des interstices...

Nous ne sommes là pas très loin non pas de l'alter métropolisation mais de l'alter mondialisation. Cela m'évoque les débats que nous avons lorsque nous avons commencé - cela fait déjà trente ans - à chercher à régler la

bidonvilisation dans les villes du tiers monde. Certains prônaient « le public-public- ». D'autres disaient « non, faisons de la tramascénie ». A comprendre : engageons le minimum d'action publique - assurons les réseaux d'eau et d'électricité - et laissons les habitants se débrouiller pour le reste. Cela devait coûter moins cher et favoriser la spontanéité.

En bref, je crois que l'avenir n'est pas déterminé. Il est ce que construisent les sociétés. Si nous suivons la tendance au fil de l'eau, je resterai pessimiste. Parce que nous ne jouons pas dans notre catégorie d'atouts. Nous jouons à contre-courant, en imitant ceux qui n'ont pas les mêmes patrimoines urbains, les mêmes traditions sociales. Et nous jouons perdant-perdant. On peut imaginer des perdants-perdants vertueux, des riches qui acceptent de payer de plus en plus pour les pauvres. On peut imaginer de déménager Paris dans la grande couronne du bassin parisien. Ou bien on peut imaginer des gagnants-gagnants. Cela coûte cher, mais c'est beaucoup plus payant politiquement et socialement.